



VERSION FRANÇAISE PRÉLIMINAIRE AU 11/12/2006

Culture, liens familiaux et épargne

par Christian Morrisson et Juan R. de Laiglesia

- ◆ La diversité des cultures se reflète dans celle des structures de ménage et des formes d'épargne.
- ◆ Ces relations familiales et ces formes d'épargne créent des incitations différentes pour l'accumulation de capital matériel et humain
- ◆ Les politiques publiques peuvent changer ces incitations et produire les conditions pour que les structures de ménage elles-mêmes changent.

Des cultures différentes suscitent des structures de ménage et des relations de parenté différentes...

La diversité de structures des ménages à l'intérieur des pays et entre pays est impressionnante. D'une société à l'autre, la composition des ménages peut changer complètement. Dans certaines, comme au Ghana, presque la moitié des ménages sont monoparentaux, avec souvent pour chef de ménage l'épouse d'un homme polygame. Dans d'autres, comme en Côte-d'Ivoire, la majorité de la population vit dans des ménages étendus en compagnie de membres de leur groupe de parenté.

Même les classifications communes cachent des différences importantes. La polygamie, par exemple, correspond à des réalités très différentes d'une société à l'autre. Dans les pays arabes, elle concerne seulement une minorité de gens riches. Au Cameroun, plus de la moitié des hommes, tous niveaux de revenu confondus, sont polygames.

Les différences de structure des ménages entraînent des différences importantes dans leur composition. Par exemple en Côte-d'Ivoire la taille moyenne des ménages va de trois membres pour un ménage monoparental à dix pour un ménage polygame ou étendu. Les taux de dépendance sont aussi plus élevés de 7 pour cent dans les ménages étendus par rapport aux ménages nucléaires et de 12 pour cent dans les ménages polygames par rapport aux ménages monogames. Ces différences ont un impact important sur l'organisation économique du ménage.

L'influence des relations de parenté sur la vie économique reste très forte tant en Asie qu'en Afrique. Dans certains cas les ménages plus riches ont l'obligation morale de recevoir des membres de leur groupe de parenté ou d'accueillir des enfants de familles plus pauvres. Dans d'autres cas, les liens sociaux entretiennent des réseaux d'affaires très solides, et représentent des facteurs de croissance pour certaines communautés, comme cela a été montré pour des communautés chinoises d'Asie du sud-est.

...ainsi que des formes d'épargne différentes

Les relations familiales façonnent les institutions consacrées à l'épargne. Dans beaucoup de pays africains, où les hommes et les femmes jouent des rôles différents dans la gestion des finances familiales, les Associations d'Épargne et de Crédit par Roulement (AECR) ne réunissent souvent que des femmes. Cette ségrégation en fonction du sexe permet aux femmes de rendre leur épargne moins liquide, voire de la cacher à leur partenaire. Ainsi, elles sont plus à même de résister aux pressions à puiser dans l'épargne en cas de désaccords au sein du couple au sujet des choix d'épargne et de consommation.

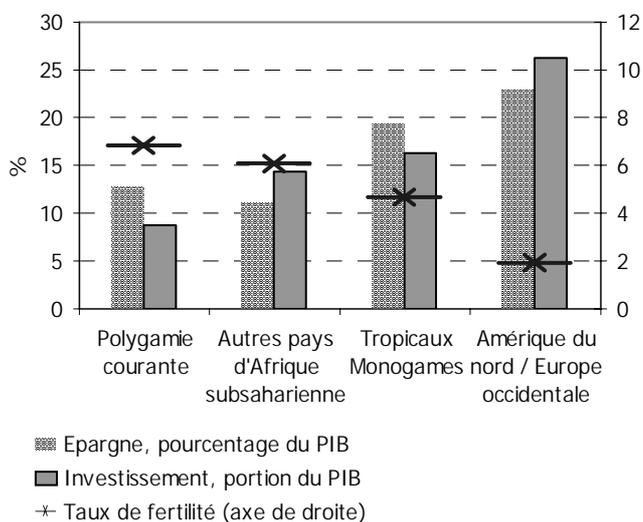
Des liens familiaux solides permettent aussi à des individus d'emprunter à des membres de leur groupe de parenté, même quand le système financier fait défaut. Cela permet même aux pauvres d'épargner et d'investir sans gage, document, intérêt, ni calendrier de remboursement. La pression sociale suffit pour assurer le remboursement.

Les relations familiales et les formes d'épargne ont des implications pour l'accumulation de capital

En aidant à fournir des services financiers, les liens familiaux peuvent libérer du capital et permettre des investissements productifs. De tels liens aident à comprendre des taux d'épargne élevés en Asie du sud-est même parmi les pauvres. En Afrique, les AEER permettent aux femmes d'épargner plus afin de payer les droits de scolarité et les uniformes, ou d'acheter du matériel de cuisine et des meubles. Les institutions familiales ont aussi un impact sur l'accumulation de capital humain : accueillis par des membres plus aisés de la famille, les enfants de parents pauvres peuvent suivre l'école lorsque l'État ne les prend pas en charge.

Mais les conséquences peuvent être aussi négatives. La polygamie en donne un premier exemple. Dans tous les cas où elle existe, les hommes doivent payer une dot élevée au père de la femme. En Uganda, par exemple, ces montants sont de l'ordre du PIB par habitant. Cette pratique détourne l'épargne d'investissements productifs. Des comparaisons entre les pays où la polygamie est répandue et ceux où elle est interdite ou limitée, montrent que les taux de fécondité sont plus élevés et les taux d'épargne et d'investissement plus bas dans les premiers. Les données d'enquêtes sur les ménages au Ghana montrent également que le patrimoine par tête est plus faible dans les ménages polygames que dans les ménages monogames. L'accumulation de capital humain est aussi concernée : les taux de scolarisation et les dépenses par élève scolarisé sont plus faibles dans les ménages polygames.

Figure 1. Fertilité, épargne et investissement par fréquence de la polygamie et par région



Source : Production des auteurs à partir de "Polygyny, Fertility and Savings", M. Tertilt, *Journal of Political Economy* (2005).

Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev

Les coûts pour remplir certaines obligations sociales fournissent un second exemple. Recevoir une personne de son groupe de parenté constitue un transfert en nature qui décourage l'investissement. Cet usage peut susciter des comportements opportunistes si l'accueil n'entraîne pas en contrepartie l'obligation de travailler. De tels comportements ont été décrits dans les villes de Côte-d'Ivoire par les ethnologues. En réponse à ces comportements, des individus peuvent cacher une partie de leur richesse afin d'éviter les transferts – des paysans le font en gardant des liquidités au lieu de stocker du grain ou en dispersant leur bétail pour qu'il soit moins visible – voire renoncer à investir.

Les politiques peuvent changer les incitations sociales à épargner et investir

Prendre en compte les incitations – et les découragements – à épargner et investir qui résultent des relations familiales, peut mener à des conclusions de politiques contre-intuitives. Si les pressions familiales en faveur de la redistribution sont fortes, beaucoup peuvent préférer des formes d'épargne qui sont relativement peu liquides. Mais de tels instruments sont rarement visés par les politiques de développement.

De plus, les interventions de politique sociale et fiscale entraînent des incitations qui, à dessein ou non, conditionnent la composition du ménage. Par exemple les allocations versées aux familles en fonction du nombre de personnes dépendantes encouragent des familles plus nombreuses et l'accueil d'autres enfants, ce qui élève le taux de dépendance, réduit le revenu disponible et par suite diminue l'épargne.

Les ménages sont le sujet de beaucoup des analyses qui soutiennent les stratégies de réduction de la pauvreté et les actions de développement. Ils sont aussi l'objet des politiques sociales et fiscales. Comprendre les incitations créées par les liens familiaux qui engagent les ménages les uns envers les autres est un facteur essentiel pour formuler des politiques qui tiennent compte des différences culturelles tout en favorisant l'épargne, l'investissement et finalement une plus grande prospérité.

* * *

Institutions informelles et développement, un séminaire international organisé par le Centre de Développement et le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE du 11 au 12 décembre 2006, Paris.



Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : dev.contact@oecd.org